**THÈME LEA2**

UJML3 - 2021-2022

Semestre 3

STUDENTS

Responsable : [frederic.robert@univ-lyon3.fr](mailto:frederic.robert@univ-lyon3.fr)

**TEXTE 1**

# Melania Trump défend son mari, accusé d'avoir traité de "perdants" des soldats morts

## **« Ce n’est pas du journalisme, c’est du militantisme », attaque la Première dame alors que Donald Trump fait face à une polémique très embarrassante.**

La Première dame des États-Unis Melania Trump, d’ordinaire très discrète, a pris vendredi la défense de son mari, accusé selon elle à tort d’avoir qualifié de « losers » des soldats américains tombés lors de la [Première Guerre mondiale](https://www.huffingtonpost.fr/news/premiere-guerre-mondiale/). Un signe de l’ampleur de la dernière polémique en date qui parasite la campagne du président sortant, conspué pour son mépris vis-à-vis des vétérans.

La publication d’un article du magazine The Atlantic citant des propos peu amènes de Donald Trump a encore fait monter d’un cran la tension d’une campagne présidentielle déjà [particulièrement agressive aux États-Unis](https://www.huffingtonpost.fr/entry/trump-promettait-une-convention-republicaine-optimiste-ca-na-pas-dure-longtemps_fr_5f442d99c5b66a80ee169c10).

« L’article de *The Atlantic* n’est pas vrai », a réagi Melania Trump sur Twitter. « L’heure est devenue très grave lorsque l’on croit avant tout des sources anonymes, sans que personne ne sache leurs motivations ». « Ce n’est pas du journalisme - c’est du militantisme. Et ce n’est pas rendre service aux habitants de notre grande nation », a ajouté la Première dame.

Mais selon *The Atlantic*, il n’en voyait tout simplement pas l’intérêt. « Pourquoi devrais-je aller à ce cimetière ? C’est rempli de losers », aurait-il dit à des membres de son équipe, rapporte le mensuel, qui ne cite que des sources anonymes.

*HuffPost*, 5 septembre 2020

**TEXTE 2**

**À deux mois de la présidentielle américaine,**

**d’inquiétants signaux à Wall Street**

En une semaine, l’indice des valeurs technologiques Nasdaq a perdu 10 %. Un revers pour le président Donald Trump qui n’a cessé de vanter les prouesses de la Bourse américaine.

Donald Trump n’a pas tweeté, comme il l’avait fait la semaine dernière, lorsque Wall Street avait battu des records et s’en était prévalu. Mais son adversaire à la présidentielle, le démocrate Joe Biden, l’a fait :« Ce n’est pas Wall Street qui a construit ce pays. Ce sont les classes moyennes. Et les syndicats ont construit les classes moyennes. Donald Trump ne le comprend pas. Nous avons besoin d’un président qui le comprenne », a tweeté, lundi 7 septembre, M. Biden lors de la fête du travail, le Labor Day.

À deux mois de la présidentielle, la bataille sur le niveau de la Bourse, dont M. Trump a fait l’indicateur de son succès économique, se retourne en faveur du candidat démocrate. Le lendemain, mardi 8, Wall Street a dévissé pour la troisième séance consécutive, accentuant une correction sur les valeurs technologiques : l’indice Nasdaq a reculé de 4,11 %. Depuis le record atteint mercredi 2 septembre, la correction est de 10 %.

En apparence, le phénomène est pour l’instant mineur. L’indice a progressé de près des deux tiers depuis le plus bas atteint au début de l’épidémie de Covid-19, le 23 mars, et continue de marquer une progression de 20 % depuis le début de l’année. Il n’empêche, l’humeur est particulièrement morose, alors que tous les indices baissent (le Dow Jones a perdu 2,25 % mardi et l’indice S&P a régressé de 2,78 %).

*Le Monde*, 9 septembre 2020

**TEXTE 3**

**Le printemps européen**

**de la puce électronique**

La phase actuelle de numérisation crée une occasion unique pour la microélectronique européenne, estiment les grands industriels du secteur. Exemples à Dresde, en Allemagne, et à Grenoble, où les usines tournent à plein régime.

Globalfoundries, la plus grande usine européenne de puces électroniques, étend ses gigantesques bâtiments près de la belle Dresde, en Saxe. A quelques kilomètres au nord de l’Elbe, de l’opéra Semper et de la Frauenkirche, sur des collines verdoyantes, Globalfoundries est voisine d’Infineon, numéro un allemand de la puce, de Bosch et de dizaines de sous-traitants, sites de recherche, dont la réputée Université technique de Dresde, qui dispose d’un grand institut consacré aux semi-conducteurs et aux microprocesseurs.

Les puces électroniques, ce sont ces cartes pas plus grosses qu’un ongle sur lesquelles est gravé, sur des structures plusieurs milliers de fois plus petites qu’un cheveu humain, le cerveau des objets électroniques de notre quotidien : smartphones, ordinateurs portables, véhicules, serveurs informatiques et objets connectés. Ce composant, longtemps vu comme un produit de base, est devenu en quelques mois un enjeu géopolitique majeur. Sous l’effet de l’intensification des échanges numériques liée à la pandémie, la demande a explosé, au point de créer une pénurie mondiale, qui a révélé une très grande dépendance européenne envers des fabricants asiatiques et américains. Même l’industrie automobile allemande a été forcée de réduire massivement sa production, un choc outre-Rhin.

[Cécile Boutelet](https://www.lemonde.fr/signataires/cecile-boutelet/), *Le Monde*, 9 mars 2021

**TEXTE 4**

# La politique commerciale de Joe Biden s’annonce dure mais

# dans le respect des règles

L’audition de Katherine Tai, candidate désignée au poste de représentante au commerce, a témoigné de la continuité des objectifs américains.

Le sénateur de l’État agricole de l’Iowa qui s’inquiète des exportations de lait au Canada, celui de l’Idaho des restrictions imposées par le Mexique aux importations de pomme de terre, celui du New Jersey des droits de douane sur les produits agroalimentaires européens qui affectent ses restaurateurs, et la sénatrice du Michigan de la pénurie de semi-conducteurs dans l’automobile…

L’audition, jeudi 25 février, par le Sénat de Katherine Tai, candidate désignée au poste de représentante au commerce des États-Unis, s’est révélée un reflet de l’Amérique d’aujourd’hui : prompte à s’indigner contre les barrières injustes infligées aux exportations américaines, dénonçant les pratiques inéquitables de la Chine et le protectionnisme de ceux qui entendent taxer les mastodontes du numérique, à commencer par la France. Quand on est républicain, c’est le « Make America great again » (« rendre sa grandeur à l’Amérique ») de Donald Trump qui s’applique ; lorsque l’on est démocrate, le « Build back better » (« reconstruire en mieux ») de Joe Biden. La même politique, même si celle du second est censée être « plus intelligente et plus forte », selon le démocrate Ron Wyden, président de la commission des finances.

Arnaud Leparmentier, *Le Monde*, 26 février 2021

**TEXTE 5**

**Le télétravail à 100 % va rester la règle jusqu’à la fin de l’année**

Une réflexion va s’ouvrir au ministère pour un aménagement « des rythmes de télétravail », mais seulement à la rentrée de janvier. Patronat et syndicats négocient de leur côté.

« Les règles actuelles s’appliqueront jusqu’aux vacances de Noël ». La ministre du Travail Elisabeth Borne l’a dit aux partenaires sociaux en fin de semaine dernière : le protocole sanitaire, qui fait du télétravail la règle chaque fois que c’est possible, ne sera pas assoupli de sitôt.

Il ne faut donc pas attendre de surprise lors de l’intervention télévisée d’Emmanuel Macron, mardi soir. Pas de déconfinement en vue pour les salariés travaillant dans des bureaux, contrairement à ceux des commerces, dont la réouverture semble proche.

Des aménagements en janvier ?

La question d’un assouplissement se pose en revanche pour le début du mois de janvier. L’entourage de la ministre du Travail a confié aux *Échos* qu’elle allait ouvrir des discussions « pour savoir s’il faut aménager les rythmes de télétravail à partir de la rentrée ».

En effet, l’impact psychologique du confinement suscite des inquiétudes croissantes. 49 % des salariés se disent en détresse psychologique, dont 18 % en détresse psychologique élevée, selon un baromètre réalisé par *OpinionWay* du 19 au 28 octobre.

Le télétravail exceptionnel en période de pandémie doit aussi s’articuler avec une réflexion sur ses modalités dans la durée. Dans les entreprises, les questions restent nombreuses dix mois après le début du premier confinement : nature des postes éligibles au télétravail, réversibilité, accidents de travail, remboursement des frais… Élisabeth Borne estime qu’un accord national interprofessionnel (ANI) entre patronat et syndicats apporterait « des repères » aux employeurs.

Un encadrement en cours

Une réunion de négociation a lieu ce lundi 23 novembre dans l’après-midi autour d’un texte censé encadrer une pratique qui s’est généralisée. Le Medef, la confédération des PME, l’U2P (entreprises de proximité), la CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC et la CFTC avaient rendez-vous à 15 heures autour d’un nouveau projet. Cette séance est censée être la dernière. Des négociateurs sont toutefois ouverts à une autre rencontre pour peaufiner les formulations.

Le patronat veut que ce texte ne soit « ni normatif », « ni prescriptif », mais les syndicats menacent de ne pas signer un document non contraignant, s’apparentant à « un guide de bonnes pratiques ». « Il ne suffit pas de réaffirmer des droits existants, il faut les rendre effectifs », a commenté Fabrice Angéi, le négociateur de la CGT. Pour lui, le nouveau document ne va pas assez loin sur le droit à la déconnexion ou la prise en charge des frais.

La mise en place du télétravail doit passer par un accord collectif, une charte, ou un accord de gré à gré entre l’employeur et le salarié. Les syndicats demandent la négociation d’un accord collectif, car ils craignent la poursuite du développement du télétravail « gris », à travers les accords de gré à gré.

Si « l’accord interprofessionnel pour une mise en œuvre réussie du télétravail » permettra de fixer une série de règles, plusieurs années peuvent s’écouler avant son entrée en vigueur : le dernier ANI, négocié en 2005, a été transposé partiellement dans la loi sept années plus tard. L’urgence sanitaire n’est pas nécessairement synonyme d’urgence sociale.

*L’Obs*, 23 novembre 2020

**TEXTE 6**

**Joshua Wong, le visage juvénile de l'opposition hongkongaise**

PORTRAIT - Jugé à partir de ce lundi 23 novembre pour les manifestations pro-démocraties de 2019, il s'illustre depuis ses 14 ans dans son opposition au pouvoir et son engagement pour la démocratie.

Il n'a que 24 ans et il est le visage de l'opposition hongkongaise depuis maintenant neuf ans. Joshua Wong a été placé lundi 23 novembre en détention provisoire avec deux autres militants pro-démocratie après avoir plaidé coupable pour leur rôle dans les manifestations en 2019.

Les opposants avaient annoncé plus tôt dans la matinée devant les journalistes leur intention de plaider coupable. Joshua Wong avait cependant précisé que leur combat ne prenait pas fin. « Nous continuerons à lutter pour la liberté, et ce n'est pas le moment de nous aplatir devant Pékin ni de nous rendre », a-t-il déclaré devant les caméras.

Joshua Wong est devenu une figure emblématique du soulèvement hong-kongais de 2019. Une loi d'extradition des prisonniers vers la Chine avait embrasé la cité en avril de cette année-là. La cité semi-autonome avait alors connu ses plus intenses manifestations depuis sa rétrocession par la Grande-Bretagne en 1997. Beaucoup de jeunes avaient défilé en tête du mouvement de contestation, certains avaient même fait leurs premières armes lors de la « révolution des parapluies » en 2014. Joshua Wong est l'un d'eux.

Emprisonné à quatre reprises, il s'illustre par sa combativité et sa véhémence. À la mi-juin 2019, alors qu'il sort de cinq semaines de détention, Joshua Wong s'en prend au gouvernement. Ses premiers mots galvanisent l'opposition. Debout au-dessus d'une marée de journalistes, deux micros en main, il exige le départ de Carrie Lam, la cheffe du gouvernement hongkongais. Il vient alors grossir les rangs des manifestants, fort d'une aura acquise durant la « Révolution des parapluies », sans pour autant en prendre la tête, le mouvement ne revendiquant aucun leader.

Opposant politiquement précoce

Joshua Wong bouscule l'exécutif dès ses premiers pas politiques. Élève moyen diagnostiqué dyslexique, issu d'une famille protestante de la classe moyenne, c'est sur les podiums de ses diatribes anti-Pékin qu'il s'épanouit. À seulement 14 ans, en 2011, il fonde le parti Scholarism, et entre en croisade contre une réforme scolaire, un « lavage de cerveau », selon ses mots. Le gouvernement de la ville entend imposer un nouveau programme scolaire d'éducation « nationale », favorable à Pékin. En 2012, le jeune Joshua mobilise plus de 12 000 élèves, accompagnés de leurs parents et de leurs professeurs. La mobilisation est telle que le chef de l'exécutif hongkongais, Leung Chun-ying (2012-2017) fait marche arrière devant la détermination de ce collégien.

Deux ans plus tard, en 2014, Joshua Wong s'illustre dans l'opposition à la réforme électorale voulue par Pékin. C'est la « révolution des parapluies » dont il est une figure emblématique. Arrêté pour une première fois, il est déjà identifié comme une des têtes du mouvement pro-démocratie. Le visage du jeune militant fait alors le tour du monde, il entre sur la liste du *Time* des adolescents les plus influents du monde en 2014. Le magazine américain songe également à lui pour le titre de « personne de l'année 2014 », quand le magazine *Fortune* en fait l'un des « plus grands leaders mondiaux » de l'année 2015, et qu'en 2017, il est proposé au prix Nobel de la paix.

Joshua Wong voit loin. Son horizon est 2047, date d'expiration du statut spécial accordé par la Chine à Hongkong, lors de la rétrocession par les Britanniques de la cité. Jusqu'à cette date, Hongkong jouit de sa propre constitution, la Basic Law, censée garantir ses institutions démocratiques et le système « un pays, deux systèmes », qui fait cohabiter le capitalisme hongkongais dans la Chine communiste. Pour Joshua Wong et ses comparses du parti Demosito qu'il a co-fondé en 2016, 2047 doit être la date de naissance d'un Hongkong indépendant.

Pour le décrédibiliser, la Chine a essayé d'en faire un agent de la CIA. En septembre 2014, le Wen Wei Po, un quotidien prochinois, écrit une pleine page sur le dissident, et soutient que des « forces US » ont travaillé à en faire une « superstar politique ». Ces accusations, le jeune hongkongais les a toujours niées, prétendant pour sa part être inscrit sur une liste des menaces à la stabilité du parti communiste. L'adolescent d'alors avait cité le comic américain V pour Vendetta : « les peuples ne devraient pas avoir peur de leurs gouvernements, les gouvernements devraient avoir peur de leur peuple ». En sept années de contestation politique, Joshua Wong a réveillé une jeunesse hongkongaise et bousculé les habitudes policées d'une cité qui ne vit plus seulement au rythme des affaires.

*Le Figaro*, Stanislav Poyet (23/11/2020)

**TEXTE 7**

**Une mission « Taranis 2 » pour rebondir en un éclair**

Peut-on relancer une mission spatiale pour étudier la face cachée des orages, après la perte du satellite Taranis dans sa fusée défaillante ? Le Centre national d'études spatiales (Cnes) propose un brainstorming express aux scientifiques et ingénieurs impliqués dans la mission française.

La science française a perdu un satellite, mais pas sa motivation pour percer les mystères des orages. Trois jours après le lancement de fusée raté qui a entraîné la perte de la mission spatiale Taranis, le Centre national d’études spatiales (Cnes) cherche un moyen de rebondir rapidement et à moindre coût.

« Le Cnes demande aux scientifiques et aux ingénieurs du projet de faire des propositions pour une mission Taranis 2 », a annoncé le président de l’institution publique, Jean-Yves Le Gall. Pour ne pas jeter à la poubelle les années d’investissement, de conception et de préparation qu’a nécessitées cette mission, et parce que son intérêt scientifique n’a pas faibli d’un iota.

Phénomènes électriques

Microsatellite de la taille d’un lave-linge, Taranis devait aller se poster à près de 700 kilomètres d’altitude dans l’exosphère de la Terre pour étudier les phénomènes électriques qui se produisent au-dessus des orages. Ses objets d’étude, les « phénomènes lumineux transitoires », ont été découverts dans les années 90 et sont toujours mal compris.

Pourquoi les « jets bleus » partent des nuages d’orage pour fuser vers le haut comme des éclairs inversés, alors que les « sprites » flottent au-dessus des nuages comme des méduses de lumière rouge ? Comment les sprites forment-ils leur structure complexe de filaments ? Et comment les nuages d’orages réussissent-ils l’exploit de se comporter comme des accélérateurs de particules, dans un milieu aussi dense ?

Câbles inversés

Taranis était équipé de huit instruments scientifiques pour observer ces phénomènes par le dessus, engranger un maximum de données et valider les théories des physiciens, voire en susciter de nouvelles. Mais la fusée européenne qui devait lancer Taranis dans l’espace, une petite Vega, a raté sa mise en orbite dans la nuit de lundi à mardi. Sa trajectoire a dévié huit minutes après le décollage, juste après que le moteur de l’étage supérieur Avum s’allume, et la mission s’est perdue

C’était une erreur humaine. Dès mardi après-midi, la cause du problème a été identifiée par Arianespace, la société qui exploite les fusées européennes Ariane et Vega : des câbles ont été inversés lors de l’assemblage de la fusée, dans le système de contrôle de la poussée d’Avum.

Appel à propositions

Quelque 400 agents du Cnes ont été impliqués de près ou de loin dans cette mission phare, presque 100% française, dont le développement a duré dix ans depuis son financement en 2010 jusqu’au lancement cette semaine. Le budget de Taranis avoisinait les 115 millions d’euros. Une partie va être récupérée grâce à l’assurance qui couvre les lancements ratés… Mais que faire de tout cet investissement scientifique autour de Taranis, la recherche et le développement pour concevoir un satellite ultra-spécialisé, spécifiquement conçu pour comprendre les phénomènes électriques de la haute atmosphère, et qui n’avait pas de concurrence à la hauteur de cette tâche ?

Il faut exploiter ce travail pour construire rapidement un Taranis 2, répond le Cnes. L’appel à propositions donne quatre pistes de travail. « Réévaluer le besoin scientifique en identifiant ce qui peut être adapté ou abandonné », « identifier ce qui peut être réutilisé (instruments, hardware, segment sol mission et de contrôle, simulateurs…) et ce qui doit être redéveloppé », « proposer des options techniques privilégiant des solutions simples et disponibles » et « définir une organisation avec les responsabilités respectives et les schémas d’approvisionnement ».

Une partie des instruments pourra sans doute être reconstruite rapidement par les laboratoires respectifs qui en avaient la charge (le LPC2E à Orléans, Latmos à Paris, l’Irap à Toulouse, le CEA…). En revanche, la plateforme du satellite qui gère ses fonctions élémentaires—navigation, énergie, panneaux solaires—et sur laquelle sont installés les instruments scientifiques pourra être remplacée. La plateforme Myriade, développée par le Cnes à partir de 1998, a fait son temps. Elle a servi de base à une petite vingtaine de satellites, dont Taranis devait clore la liste.

« Baume au cœur »

« Voilà qui mettra un peu de baume au cœur des équipes impliquées dans la mission Taranis 1 », se réjouit l’Institut de recherche en astrophysique et planétologie (Irap). Le laboratoire toulousain a conçu pour Taranis, durant des années, deux détecteurs d’électrons énergétiques.

La « task force » montée en urgence après le décollage raté, composée de membres du CEA, du CNRS et du Cnes, est chargée de « définir une mission répondant aux objectifs scientifiques de Taranis en minimisant les coûts et les délais ». Elle devra faire un « point d’étape » mi-décembre, et rendre un premier dossier dès la fin janvier 2021. Trop de temps et d’argent ont déjà été perdus.

Traduction d’après *Liberation.fr*. par Camille Gévaudan (23 novembre 2020).

**TEXTE 8**

**Coronavirus : les dividendes mondiaux ont chuté de 22% au deuxième trimestre**

Selon un rapport de la société de gestion Janus Henderson Investors, les dividendes ont dégringolé de 22% dans le monde au second trimestre 2020. Cela représente une chute de 108,1 milliards de dollars.

Les dividendes ont chuté de 22% dans le monde au second trimestre 2020, avec une baisse encore plus marquée en Europe, plombés par les effets de [la pandémie de Covid-19](https://www.challenges.fr/tag_maladie/coronavirus_34863/)qui a fortement affecté les entreprises, selon un rapport publié ce lundi 24 août.

Le recul de 22% des dividendes « représente aisément la plus lourde chute trimestrielle depuis la crise financière mondiale », détaille ce rapport de la société de gestion Janus Henderson Investors, qui précise que « plus de la moitié » des entreprises « les ont purement et simplement supprimés ». La baisse de l'activité économique a fortement touché les entreprises cotées en Bourse, qui ont vu leurs bénéfices s'effondrer. La situation s'est répercutée dans le versement des dividendes, « radicalement touchés » par la crise, explique la société de gestion.

Les dividendes mondiaux ont chuté de 108,1 milliards de dollars pour s'établir à 382,2 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre.

Dégringolade sans pareil

« 2020 est appelée à être la pire année depuis au moins la crise financière mondiale », prévoit le gestionnaire d'actifs, qui n'a pas connu pareille dégringolade depuis le lancement de son rapport en 2009. La chute est inégale selon les régions du monde et les secteurs. En Europe et au Royaume-Uni, les dividendes ont chuté de 45% et de 54%.

En France, les versements ont été à leur plus bas depuis « au moins une décennie », précise Janus Henderson Investors. Au premier semestre, les 37 sociétés de l'indice vedette parisien CAC 40 qui ont déjà diffusé leurs résultats semestriels ont accumulé 400 millions d'euros de perte nette, contre 44 milliards d'euros de bénéfices sur la même période l'an dernier, selon un calcul effectué par l'AFP. À l'inverse, les entreprises canadiennes, suisses et japonaises ont le moins diminué leurs versements.

Jusqu'à 1180 milliards de dollars

Sans surprise, les secteurs les plus touchés par la crise ont aussi été ceux qui ont le plus rogné sur les dividendes, notamment « la finance » et ceux de « la consommation cyclique ». À l'inverse, les entreprises dans la santé et la communication ont davantage maintenu ces rémunérations.

Sur l'ensemble de l'année 2020, Janus Henderson Investors prévoit une baisse de 17% à 23% des dividendes mondiaux. Ils devraient tout de même représenter un montant global de 1 100 milliards à 1180 milliards de dollars. Janus Henderson analyse les dividendes versés à date par les 1200 plus grandes entreprises mondiales en termes de capitalisation boursière.

*Challenges.fr*, [24 août 2020](https://www.challenges.fr/index/2020/08/24/)

**TEXTE 9**

**Freinée par la matière noire,**

**la Voie lactée tourne 24 % moins vite**

Des chercheurs ont quantifié pour la première fois le ralentissement de la rotation de notre Galaxie depuis sa formation. Un phénomène qui serait provoqué par la matière noire, rapporte Space.com.

Notre Voie lactée tourne sur elle-même, à une vitesse d’environ 210 kilomètres par seconde, mais elle le fait de moins en moins vite, rapporte **Space.com.**Le site fait état d’une étude publiée le 19 avril dans la revue scientifique Monthly Notices of the Royal Astronomical Society et [relayée le 14 juin par l’University College de Londres](https://www.ucl.ac.uk/news/2021/jun/dark-matter-slowing-spin-milky-ways-galactic-bar).

Selon ces recherches, la rotation de la barre d’étoiles qui traverse le noyau de la Voie lactée, quantifié depuis [une autre étude](https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10118257/) publiée en novembre 2020, connaît un ralentissement d’au moins 24 % depuis sa formation.

«Nous avons pour la première fois des preuves de ce ralentissement»*,* a confié àSpace.com Ralph Schoenrich, cosignataire de l’étude. Les chercheurs tirent leur conclusion d’observations réalisées avec [le télescope spatial européen Gaia](https://www.courrierinternational.com/article/le-satellite-gaia-devoile-la-carte-3d-la-plus-detaillee-de-notre-galaxie) d’un courant d’étoiles baptisé Hercule, qui tournent autour de la Voie lactée à la même vitesse que la barre en rotation, et sont en quelque sorte « piégées » sous l’effet de la gravitation. Ce phénomène, appelé résonance, permet de prédire que, si la rotation de la barre ralentit, ces étoiles s’éloigneraient vers l’extérieur de la Galaxie.

**Matière noire**

Les scientifiques ont observé cette migration par l’analyse chimique d’Hercule. Ses étoiles sont riches en métaux lourds, une caractéristique des étoiles situées au centre de la Galaxie, dix fois plus riches en métaux que celles en périphérie.

Quant à l’origine du ralentissement de la rotation de la Voie lactée ? Les chercheurs ont leur idée : selon Schoenrich, « ce contrepoids ralentissant la rotation doit être sûrement la matière noire », cette masse manquante de l’Univers qui résiste aux observations des astronomes*.* «Jusqu’à présent, nous n’avons pu déduire le rôle de la matière noire qu’en cartographiant le potentiel gravitationnel des galaxies et en soustrayant la contribution de la matière visible ».

« Bien que la matière noire soit apparemment abondante dans le cosmos, sa nature reste inconnue », rappelle Space.com. Mais selon le site, les résultats de l’étude sur la rotation de la Voie lactée aident à reconstituer « ce puzzle mystérieux ».

Space.com

Site créé en 1997 sous l’égide de la NBC, consacré à l’actualité spatiale, à l’astronomie et la recherche de la vie extraterrestre. Le succès du site lui a permis de lancer récemment un nouveau magazine, *[Space Illustrated](https://downmagaz.com/science_magazine/250-science-illustrated-mayjune-2010.html" \t "_blank),*revue papier dédiée à l’exploration spatiale.

*Courrier International*, 22 juin 2021

**TEXTE 10**

**La fortune des femmes arabes approche les 1 000 milliards**

Une étude publiée début juin montre que le rythme de croissance de leur richesse est plus important que celle des Américaines et des Européennes.

Milliardaire se conjugue rarement au féminin, et encore moins, croirait-on, dans le monde arabe. Pourtant, la fortune des femmes arabes dépassera le trillion de dollars (890 milliards d’euros) en 2023 si elles continuent de s’enrichir au même rythme que ces dernières années. Elle atteint actuellement 685 milliards d’euros, soit une fois et demie le budget de l’État français. Ces chiffres vertigineux, repris par la presse économique des pays du Golfe, proviennent d’une étude publiée début juin par le Boston Consulting Group (BCG), une société de conseil américaine avec un siège moyen-oriental à Dubaï. Le rythme de croissance des richesses des femmes arabes dépasse celles des Américaines ou des Européennes mais reste inférieur à celui des Asiatiques ou des Latino-Américaines.

Montée en puissance des Émiraties

Sans surprise, c’est dans les pays du Golfe que les richesses contrôlées par les femmes sont les plus importantes. Et si ces reines du pétrole continuent souvent de s’envelopper de leur abaya et de leur voile noirs en public, leur affirmation professionnelle est loin d’être aussi traditionnelle. C’est en tailleur-pantalon qu’elles se présentent une fois dans leurs grands bureaux de cheffes d’entreprise ou de sociétés d’investissement.

Les Saoudiennes viennent en première position des fortunes féminines arabes, selon l’étude de BCG. Elles gèrent des avoirs atteignant d’un total de 200 milliards d’euros. Suivent les femmes aux Émirats Arabes Unis (EAU) qui détiennent 89 milliards. Sachant toutefois que la population des EAU compte pour environ le tiers de celle d’Arabie Saoudite, les Émiraties tiennent la corde en fortune individuelle. D’autant qu’elles progressent deux fois plus vite que les entrepreneuses saoudiennes au plan du leadership dans les affaires. Ces patronnes bénéficient essentiellement d’une croissance économique plus forte aux EAU.

Mérite

Autre indication intéressante, souligne l’étude : les femmes d’affaires arabes ont gagné leur place au mérite plus qu’aux ressources de leur sous-sol ou de leur famille. C’est en effet grâce au progrès de l’éducation en général, mais surtout de leur performance dans les études supérieures, qu’elles avancent. Le ratio entre hommes et femmes dans les universités est de 15 à 22 dans les pays arabes.

Pour remettre toutefois les chiffres en perspective, les fortunes détenues par des femmes ne comptent que pour 13% du total des richesses privées dans le monde arabe. Alors que pour la planète dans son ensemble, ce pourcentage est de 32,5%. Le chemin de l’égalité et de la parité est encore plus long pour les Arabes que pour le reste des femmes.

*Libération.fr*, 20 juin 2020